

La politique à portée du peuple

En décembre 1920, une forte majorité de délégués au Congrès de Tours, ouvriers, employés, paysans ou intellectuels, crée un nouveau parti : le Parti communiste français. Trois causes impulsionnent cette décision historique : à l'Est, en Russie, Lénine et ses camarades ont réussi à conserver le pouvoir malgré la contre-révolution militairement soutenue par les grandes puissances. En France, la boucherie de la guerre 14-18 a marqué beaucoup de travailleurs qui se souviennent que les dirigeants socialistes ont laissé assassiner Jaurès puis ont cautionné ses millions de morts. Enfin et plus fondamental, les congressistes de Tours retrouvent une idée fondatrice : ce sont les masses, en lutte et rassemblées, qui font l'Histoire, et parmi elles, les plus discriminés et dominés, les ouvriers, doivent jouer un rôle central.

Ainsi le PCF multipliera ses efforts pour favoriser la place et le rôle de dirigeants issus du monde du travail, encouragera, malgré la répression, l'intervention politique dans les entreprises. De nombreux jeunes, écartés du système scolaire, très

souvent pour des raisons financières pourront devenir des dirigeants importants de la vie politique et du mouvement social : Benoit Frachon, Maurice Thorez, Martha Desrumaux, Jacques Duclos, Waldeck Rochet, Georges Marchais, Gustave Ansart... Dès 1920, l'objectif des communistes est clairement affirmé : transformer radicalement la société. Pour cela, ils font le choix de prendre toutes leurs responsabilités dans la vie politique et sociale. Ainsi, des mineurs, des métallos, des ouvrier(e)s du textile, élu(e)s du peuple deviennent maires, députés, ministres... La sécurité sociale, la nationalisation de l'énergie, les statuts des mineurs et des fonctionnaires, l'existence de comités d'entreprises et d'une fonction publique forte sont aujourd'hui encore liés à leurs engagements et leurs actions.

De nos jours, beaucoup souhaiteraient que les décisions politiques se réduisent aux desiderata d'une nomenklatura d'élus et de politiciens : pour eux, la démocratie se limiterait à leurs cercles restreints. Tout est mis en œuvre pour stigmatiser les chômeurs et

les pauvres, pour réprimer ceux qui luttent, pour limiter, voire éviter l'intervention des travailleurs, l'intervention populaire. Toute la vie, toutes les démarches de Gustave Ansart s'inscrivaient dans un autre choix : il était ouvrier et député, député des ouvriers, ouvrier parmi les députés. Dans cette période difficile des années 60 à 90, il n'aura pas perdu le cap. Durant ces 30 ans, les communistes auront eu à briser l'isolement politique dans lequel les politiciens de la IV^e et du début de la V^e République cherchaient à les confiner. Ils auront du aussi prendre à bras-le-corps les mutations de la société. Des choix fondamentaux étaient à faire. Durant cette période, le Parti communiste aura perçu que la classe ouvrière n'était plus la seule à avoir intérêt à la transformation radicale de nos sociétés capitalistes, et que cette Révolution ne pourrait être que le fruit de l'action majoritaire et consciente de l'ensemble des forces populaires. Gustave Ansart, comme d'autres, a ainsi ouvert les voies au communisme du XXI^e siècle.

Pierre Cufferyck, Historien

« Au nom de mon espoir
je m'insurge contre l'ombre »

Ces vers de Paul Eluard gravés sur sa tombe, c'est tout à fait Gustave ! Lui qui ne cessait de dénoncer « le talon de fer » de ce capitalisme impitoyable, obsédé par la recherche de profits fabuleux « laissant derrière lui son cortège de chômage et de misère ». Lui, qui opposait la connaissance, la science et la culture à l'obscurantisme entretenu à dessein pour tenir les peuples dans l'ignorance et la résignation.

Lui, qui croyait par-dessus tout aux valeurs humaines et manifestait dans toutes les circonstances de la vie politique et sociale, une confiance inextinguible dans la modernité du combat révolutionnaire et de l'idéal communiste.

Il en mesurait parfaitement la difficulté aussi et saisissait toutes les occasions pour que le peuple souverain soit en mesure, un jour, de prendre sa destinée en main. La prise de conscience démocratique demeure une nécessité criante aujourd'hui. D'abord pour faire face à la société disloquée que la haute finance, appuyée par le gouvernement actuel, entend nous imposer en cassant tous les systèmes ancrés dans la solidarité que Gustave évoquait souvent comme des conquêtes historiques du mouvement ouvrier. Mais aussi pour que les Français retrouvent l'envie et la fierté de se battre aux côtés de ceux qu'ils ont choisis pour exprimer leurs difficultés et porter leurs espoirs. Lui, enfin, qui prônait l'Union et le rassemblement sur des « bases claires » pour engager de véritables transformations sociales et un changement politique durable favorable à la majorité des Français. L'objectif demeure d'une brûlante actualité : la place des communistes aussi. Gustave a rayonné sur des générations de militants. Il m'a énormément apporté : le sens de l'effort, la rigueur, l'ouverture d'esprit, le respect de la dignité du monde du travail, l'indispensable hauteur de vue sur la place de notre région. Aujourd'hui encore, il m'accompagne et m'influence dans mon combat militant quotidien.

Le juste hommage que nous lui rendons dans ce numéro spécial du journal Liberté, rappellera à ceux qui l'ont connu l'intensité des combats d'hier. Les plus jeunes puiseront dans cette Histoire et dans le récit d'une vie vouée aux autres, les racines et la sève de l'espoir.

Oui, **Gustave Ansart** restera pour toujours un militant de l'espoir.

Alain BOCQUET

Député du Nord,
Maire de Saint-Amand-les-Eaux

De la Cima à l'Assemblée nationale

**Nous sommes
en 1949, à Croix.**

Le syndicat CGT de la Cima tient son premier congrès.

On fête le départ en retraite d'un délégué (au premier plan avec son chapeau). Le jeune secrétaire du syndicat qui le

tient par l'épaule n'est autre que Gustave Ansart (à droite). Entre les deux, juste derrière, se tient

Ambroise Croizat. Le ministre du travail à la Libération qui a mis en œuvre, entre autres,

la Sécurité sociale, a repris ses responsabilités à la tête de la Fédération Nationale des

Travailleurs de la Métallurgie. Au dernier rang, au centre tout

en haut, on reconnaît

Louis Manguine, l'un des organisateurs des grèves de 1936, alors secrétaire de l'Union

syndicale des travailleurs de la métallurgie.

**Une trentaine
d'années plus tard**

(de 1981 à 1985), Gustave

Ansart deviendra président de la Commission de la production et des échanges de l'Assemblée

nationale, mais toujours avec la même volonté d'être au service des salariés. On le voit sur cette

photo avec les sidérurgistes d'Usinor-Denain.

(Photo Jean Texier)

